

Liaison Castres - Toulouse

**Que veulent les usagers castrais, entre
payer 10-15 € l'aller-retour grâce à leurs élus et responsables locaux,
ou circuler gratuitement grâce à l'action des collectivités territoriales ?**

Logique et bon sens, où êtes-vous ?

En lisant un article de La Dépêche du Midi ¹, on peut vraiment s'interroger sur la logique et le bon sens [celui des réalités] qui animent une poignée d'élus et de décideurs sud-tarnais de plus en plus isolés en défenseurs de l'autoroute Castres - Toulouse. Non contents d'avoir essayé, hier, de nous faire avaler que cette autoroute serait l'ultime solution pour l'économie et le désenclavement du sud Tarn, aujourd'hui ils inventent l'oxymore « environnemental », l'« Autoroute Verte ou écologique » ², et se lancent pour la foire à Castres dans la foire à l'autoroute en pleine semaine européenne sur « l'écomobilité » ³. Borloo saura-t-il apprécier leur conviction écologique grenello-incompatible ?

Et le plus surprenant, c'est qu'à l'approche du débat public, ils « n'ont pas perdu une minute pour se mobiliser » et « travailler leurs argumentaires » ⁴ pour l'autoroute payante, alors que 2 mois avant, le Conseil Régional Midi-Pyrénées a pris position pour défendre l'aménagement de la RN126 à usage gratuit.

Cette fausse bonne idée d'une autoroute ne va-t-elle pas les conduire, en rangs serrés mais isolés, sur une voie sans issue ?

Le conseil Régional est pour l'aménagement de la route

Rappelons en effet, que lors de sa [séance plénière](#) du 25 juin dernier, le Conseil Régional Midi-Pyrénées a clairement énoncé des problèmes que posait ce projet autoroutier, et s'est alarmé de surcroît de l'absence de financement de l'État sur 2009-2014 concernant l'itinéraire Castres - Toulouse, pourtant logiquement attendu pour la subvention d'équilibre indispensable à l'autoroute. Il s'est alors prononcé à l'unanimité (c'est à dire y compris tous les conseillers sud-tarnais) pour demander au plus vite un financement supplémentaire via l'emprunt d'Etat, mais pour la solution de l'aménagement routier de la RN126 à usage gratuit.

Rappelons aussi que le Conseil Général de Haute-Garonne a demandé depuis plus d'un an l'abandon du projet autoroutier Castres - Toulouse.

¹ [Article de La Dépêche du Midi du 05/09/2009](#) de Jean-Marc Guilbert « Castres. Autoroute : le débat public aura lieu à l'automne ».

² Comment peut-on imaginer qu'une autoroute, facteur d'accroissement des GES, puisse être verte ou écologique ? C'est une tournure d'esprit pour le moins ... fumeuse !

³ [Semaine de la mobilité européenne du 16 au 22 septembre.](#)

⁴ Propos extraits de l'article de La Dépêche du Midi - 5 septembre 2009

Contrairement aux élus et décideurs sud-tarnais, ces collectivités territoriales défendent l'aménagement de la route pour un usage public, comme c'est le cas pour tous les autres axes routiers de Midi-Pyrénées : « *Castres ne doit pas être traité différemment d'ALBI, Auch, Pamiers, Montauban, ...* ».

Leur co-financement avec l'Etat serait alors destiné à cet ouvrage public. Qui pourrait donc s'engager à payer, mais sans elles, et avant 2015 (prochain plan de financement Etat), la subvention d'équilibre, indispensable au projet autoroutier concédé ? Sinon, pas d'autoroute avant 2020-2022 ?

Mais qui défendent-ils ?

La stratégie des élus et décideurs sud-tarnais pose vraiment questions !

- Pourquoi ne militent-ils pas, faute de financement de la subvention pour l'autoroute prévu par l'Etat d'ici 2014, pour un fort consensus local avec les collectivités territoriales, seule chance pour qu'un financement Etat soit rajouté par le grand emprunt, sans attendre 2015 ?
- Pourquoi ne se réjouissent-ils pas de cette opportunité favorable à l'amélioration de l'existant à usage gratuit, au grand bénéfice de la population et des entreprises ?
- Mais qui défendent-ils donc pour chercher à tout prix :
 - la taxation des usagers (citoyens ou entreprises) là où des décideurs agissent pour la gratuité pour tous ?
 - une solution discriminante entre le Tarn sud et le Tarn nord ?
 - une autoroute « pour ceux qui pourraient payer » au détriment des usagers de la route qui ne serait plus aménagée ?
- En final, quels tarnais représentent-ils ?

Dans cette affaire, les objectifs recherchés semblent loin des intérêts de la population tarnaise, ils sont ailleurs, politiques vraisemblablement, et les grands perdants seront l'usager-contribuable, et le bassin du sud Tarn.

Le vent tourne ...

Bref, ne serait-il pas temps que « les tenants de l'autoroute », prennent conscience que le vent du Pays d'Autun tourne, que des collectivités territoriales (conseils régional, général de la Haute Garonne) ne voient pas d'un bon œil ce projet alors que leur co-financement est incontournable pour toute solution d'amélioration ? Ce projet est dispendieux au regard du service rendu (en final plus de ½ milliard d'€ [annoncé mais encore à vérifier] financé à 60% par le contribuable), aberrant du point de vue environnemental, et inéquitable entre le Tarn nord qui circule gratuitement ou presque pour aller à Toulouse et le Tarn sud qui paierait entre 10 à 15 € un aller retour (des raisons peut être pour lesquelles le conseil général du Tarn ne s'exprime pas).

A trop vouloir rejoindre le Capitole par l'autoroute, ils pourraient finalement se retrouver sur la roche Tarpéenne.

Collectif RN126

Rappel de la position du Conseil Régional Midi-Pyrénées, votée à l'unanimité le 25 juin 2009

L'intégralité des propos est sur le site du collectif RN126, dans la rubrique [Et pourtant ils ont dit](#)

Intervention de **Martin Malvy**, et sa suggestion orale pour interpeller le président Sarkozy :

Je me demande s'il est trop tard pour qu'une mobilisation avec les élus du Tarn nous permette d'intervenir auprès du ministère. Je me demande même s'il est trop tard, à partir du moment où le président de la République a annoncé un grand emprunt national, pour demander qu'une partie de cet emprunt soit consacrée au désenclavement d'une région comme la nôtre, qui reste parmi les plus enclavées au plan national. En tout cas, je propose qu'on s'adresse au président de la République sous ce sigle, et ce vocable.

... inclure l'itinéraire de Castres - Toulouse, par le biais d'une voie normale dans le même esprit que Rodez - Toulouse, et Auch - Toulouse. Je le dis d'autant plus que le projet autoroutier sera très difficile pour des raisons de péage. On voit aujourd'hui ce qu'on paye d'Albi à Toulouse, c'est excessivement faible, ça ne compte pas. Mais de Castres à Toulouse, ce serait un coût d'autoroute qui serait infiniment supérieur. Comment l'expliquer ? Ca va être inexplicable. Donc, moi, je vous suggère, si vous en êtes d'accord, un texte simple d'adresse au président de la République :

« Monsieur le président de la République, vous avez décidé d'annoncer à Versailles un grand emprunt national. Nous attirons votre attention sur la situation très particulière de Midi-Pyrénées en matière de désenclavement, sur l'effort qui est demandé aux collectivités locales, et nous souhaitons qu'à l'occasion des discussions que vous aurez sur l'utilisation de ce financement exceptionnel, nous souhaitons que vous réexaminiez la situation faite sur le réseau routier en terme de PDML, et par la même occasion que vous réexaminiez la situation de la RN126. »

En ce qui nous concerne ...

Le collectif RN126 est quant à lui pour un développement prioritaire de solutions alternatives, au mieux du service rendu, en adéquation avec les besoins d'écomobilité des territoires entre Castres et Toulouse.

Les solutions alternatives comprennent notamment :

- l'aménagement routier pour sécuriser la route, et fiabiliser la durée des trajets sur les sections difficiles proches de Castres
- les transports en commun par fer et bus
- le ferroutage
- les plans de déplacement entreprises
- le covoiturage
- la mobilité numérique

L'aménagement routier doit être a minima des besoins collectifs, secteur par secteur. C'est la solution la moins coûteuse pour les collectivités, l'usager, et qui reste parfaitement ajustée aux besoins, car une 2x2 voies sur l'itinéraire Castres - Toulouse par la RN126 n'est pas justifiée sur le plan technique (trafic, besoins) et aurait les mêmes conséquences qu'une autoroute.

C'est pourquoi le collectif RN126 est opposé à une 2x2 voies de Castres à Toulouse.
